

## L'économie solidaire au Brésil: la clé vers une société plus démocratique et plus humaine ?

Delphine Melanson\*

### Résumé

*L'arrivée au pouvoir du président Luis Inácio Lula da Silva le 1<sup>er</sup> janvier 2003 a permis à l'économie solidaire (ES) de cesser d'être considérée comme un secteur marginal et d'acquiescer ses lettres de noblesse. À la fois expérience de transformation politique, sociale, économique et culturelle, l'ES se veut une réponse et une critique au système économique capitaliste. Elle met alors l'accent sur l'être humain, la démocratie participative, la justice sociale, l'autogestion et le respect de l'environnement. Malgré ses lacunes organisationnelles, l'ES représente un potentiel de développement inégalé à travers des expériences fructueuses qui promettent de révolutionner le marché et de développer une nouvelle société, à la fois plus humaine et plus démocratique.*

Depuis l'arrivée de Luis Inácio Lula da Silva<sup>1</sup> à la présidence, et même avant,

nombreuses ont été les initiatives gouvernementales dans le but de consolider et de renforcer le secteur solidaire au Brésil. À la fois expérience de transformation politique, sociale, économique et culturelle, l'ES se veut autant une réponse qu'une critique au système capitaliste, puisqu'elle met l'accent sur l'humain et non sur le capital. En ce sens, au lieu de favoriser la compétition et l'accumulation de richesses matérielles au niveau individuel, l'ES se base sur la coopération, la solidarité, le travail collectif, la démocratie, la réciprocité, l'entraide, la propriété collective, le développement communautaire et humain, le respect de l'environnement, l'autogestion et la juste distribution des revenus. L'ES privilégie l'égalité des genres et des races ainsi que l'accès uniforme de tous et toutes à l'information. Dans cette nouvelle forme d'économie, les travailleurs gèrent eux-mêmes toutes les étapes du cycle économique, de la production à la commercialisation. L'ES serait donc une

\* L'auteure est diplômée en Études internationales et langues modernes. Elle a réalisé un stage en technologies de l'information et communications au sein de l'organisme ABESOL à Brasilia. Elle s'intéresse à la justice sociale, au respect de l'environnement, à l'économie solidaire et au commerce équitable.

<sup>1</sup> Luis Inácio Lula da Silva, surnommé affectueusement Lula par le peuple brésilien, est le leader du Parti des Travailleurs (PT), un parti fondé dans les années 1980 à São Paulo et issu d'un syndicat de métallurgistes. Lula fut l'un des fondateurs du PT. Il fut élu président de la République du Brésil en octobre 2002 après avoir été défait en 1998 par Henrique Fernando Cardoso. « Luis Inácio Lula da Silva » *Encyclopaedia Universalis*, France, 2008. En ligne: [http://www.universalis.fr/encyclopedie/UN04037/LULA\\_DA\\_SILVA\\_L\\_1.htm](http://www.universalis.fr/encyclopedie/UN04037/LULA_DA_SILVA_L_1.htm)

alternative aux marchés traditionnels et chercherait à partager équitablement les fruits du labeur entre tous les travailleurs.

Dans un premier temps, nous dresserons l'historique de l'ES au Brésil en présentant les étapes clés de son évolution. Dans un deuxième temps, nous énoncerons les ouvertures politiques de l'ES, avant d'exposer les objectifs sociaux qu'elle compte atteindre. Dans un troisième temps, nous aborderons ses limites, avant de conclure par une synthèse des principaux points énoncés. Finalement, nous tenterons de déterminer si l'ES parviendra ou non à concrétiser l'espoir de construire une société plus humaine et plus démocratique, et si elle représente une véritable voie d'avenir pour le Brésil.

### **De l'économie sociale à l'économie solidaire**

D'une part, l'origine du mot solidarité (du latin *solidum*) signifie « dette commune dont tous sont conjointement responsables »<sup>2</sup>. La solidarité implique la réciprocité et l'entraide et diffère de la charité et de l'assistencialisme. L'économie sociale, telle qu'on la connaît au Québec et en Europe, se définit, selon André Guélin<sup>3</sup>, comme un ensemble d'organismes producteurs de biens et de services selon des conditions juridiques prédéfinies.<sup>4</sup> Dans l'économie sociale, le pouvoir n'est pas lié à la possession de capital et l'accumulation de profits n'est pas un but recherché. Le terme *économie sociale* provient du fait que les associations n'appartiennent pas seulement à la sphère

socioculturelle mais également à l'économie de non marché<sup>5</sup>.

D'autre part, contrairement à l'économie sociale, qui se base sur l'égalité des partenaires, l'économie solidaire présuppose une certaine inégalité des sujets selon les rôles de receveurs et de donneurs. L'ES se base sur la volonté d'éliminer le fossé entre les sphères politique, sociale et économique et représente l'union de ces dernières.<sup>6</sup> En plus des concepts d'économie sociale et d'économie solidaire, il existe également les termes *économie populaire* et *économie populaire solidaire*, généralement employés en Amérique latine, qui font référence à une économie produite par et pour des gens provenant des classes populaires<sup>7</sup>. Malgré le fait qu'elle tire son origine des classes sociales défavorisées, l'économie solidaire brésilienne (ESB) vise un marché plus étendu. En s'organisant en réseaux d'économie solidaire, l'ESB s'approprie les moyens de production, de distribution et de commercialisation, ce qui permet entre autres d'augmenter la rentabilité, de renforcer le coopérativisme, d'éliminer l'exploitation humaine et de rassembler la communauté locale en l'invitant à intégrer les réseaux déjà créés<sup>8</sup>.

<sup>2</sup> Noëlle Marie Paule Lechat, « As raízes históricas da economia solidária e seu aparecimento no Brasil » dans *Leituras cotidianas*, n° 152, volume 2, 16 mars 2005, p. 5. En ligne:

[http://br.geocities.com/mcrost07/20050316a\\_as\\_raizes\\_historicas\\_da\\_economia\\_solidaria\\_e\\_seu\\_aparecimento\\_no\\_brasil.htm](http://br.geocities.com/mcrost07/20050316a_as_raizes_historicas_da_economia_solidaria_e_seu_aparecimento_no_brasil.htm)

<sup>3</sup> André Guélin est l'auteur du livre « *L'invention de l'économie sociale* ». Paris: Economica, 1988. Dans Noëlle Marie Paule Lechat, *op. cit.*, p. 3

<sup>4</sup> Noëlle Marie Paule Lechat, *op. cit.*, p. 3

<sup>5</sup> Selon Jacques Defourny, directeur du Centre d'Études sociales de Liège, l'économie de non marché se définit comme le fait de faire des échanges et/ou des transactions qui n'impliquent pas d'argent. Il s'agit d'une économie domestique et de réciprocité. En France, les associations furent reconnues par une loi de 1901. Les associations sont réduites aux échanges non monétaires, à moins d'être liées à l'action des pouvoirs publics. Dans Noëlle Marie Paule Lechat, *op. cit.* p. 2

<sup>6</sup> Jean-Louis Laville et Guy Roustang. « L'enjeu d'un partenariat entre État et société civile » dans Defourny et *all.*, *Economie sociale au Nord et au Sud*, Bruxelles: Deboeck, 1999. pp. 217-238. Noëlle Marie Paule Lechat, *op. cit.*, p. 4

<sup>7</sup> Noëlle Marie Paule Lechat, *op. cit.*, p. 4

<sup>8</sup> Fabiana Pereira Gomes, Mauricio José Klein, Miguel Steffen et Sergio Mariani, « Estratégias de Organização Econômica », Module 3, *Formação em Economia Solidária*, Projet Casa Brasil, Brasília, 2007, p. 19.

## Portrait général de l'économie solidaire au Brésil

Les principes qui sous-tendent l'ESB sont les suivants : combattre l'exclusion sociale; éliminer les inégalités matérielles; articuler le commerce équitable avec la production, la commercialisation et le volet financier; contribuer au progrès individuel et au bien commun dans l'optique d'améliorer les conditions de vie et de travail de tous et de toutes; remplacer les pratiques traditionnelles de compétition et de maximisation du profit personnel par des valeurs de solidarité et d'entraide; promouvoir la justice économique, la justice sociale et la démocratie participative et, enfin, organiser les chaînes de production en constituant des entreprises solidaires qui coopèrent les unes avec les autres<sup>9</sup>.

L'ESB est le résultat des efforts soutenus menés conjointement par les acteurs issus des mouvements sociaux, religieux, syndicaux et politiques. Elle s'inscrit dans une perspective de transformation sociale, politique, culturelle et économique à long terme dont le socialisme est le moteur<sup>10</sup>. L'ESB est composée de différentes entités qui sont le reflet de la société brésilienne, elle-même divisée en classes sociales distinctes n'ayant peu ou pas de contacts entre elles. Cette division hermétique entre les différentes classes sociales est le résultat de la colonisation et du régime esclavagiste qui ont prévalu au Brésil durant plus de 300 ans<sup>11</sup>. La distribution très inéquitable des richesses et des revenus en est une conséquence directe. L'apparition de l'ES s'inscrit dans la lignée de l'histoire politique

et sociale du Brésil. Les communautés rurales *quilombolas*<sup>12</sup> font de multiples efforts pour que leurs produits soient reconnus à part entière par le secteur de l'économie traditionnelle. Néanmoins, certains préjugés nuisent à la commercialisation des produits solidaires. Ces préjugés concernant la qualité des produits, leur manque d'originalité et la difficulté à se les procurer. Bien que l'ESB soit une pratique essentiellement rurale, trois points de vente de produits solidaires ont pignon sur rue dans des villes de l'État du Rio Grande do Sul, dans le sud du pays.

## Historique de l'économie solidaire brésilienne

Malgré le fait que l'ESB soit l'héritière des pratiques d'économie sociale menées en Europe dès 1848<sup>13</sup>, les premières expériences d'ESB ne sont apparues qu'à partir des années 1980, dans un contexte de récession mondiale suite à la crise pétrolière de 1973. Il est important de rappeler que le Brésil a été gouverné par un régime militaire dictatorial entre 1964 et 1984. Durant ces vingt années d'oppression politique, de censure, d'emprisonnements arbitraires et de disparitions de militants politiques, les mouvements sociaux ont commencé à s'organiser clandestinement.

Les années 1980 marquent à la fois la fin de la dictature mais aussi la fin du cycle d'industrialisation au Brésil, la stagnation du PIB et du revenu *per capita*, la crise de la dette extérieure publique et la croissance

<sup>9</sup> Fabiana Pereira Gomes, Mauricio José Klein, Miguel Steffen et Sergio Mariani, « Introdução à Economia Solidária », Module 2, *Formação em Economia Solidária*, Projet Casa Brasil, Brasília, 2007. pp. 23-24.

<sup>10</sup> Le Parti des Travailleurs est un parti socialiste qui joue un rôle prépondérant dans l'essor de l'économie solidaire au Brésil. Depuis sa fondation en 1980, le PT lutte pour l'égalité sociale et les réformes agraires. L'économie solidaire constitue l'un de ses fers de lance pour éliminer la pauvreté et relancer l'économie au Brésil. F. P. Gomes et *all.*, « Introdução à Economia Solidária », *op. cit.*, p. 7.

<sup>11</sup> Le régime esclavagiste a été officiellement aboli en 1888 au Brésil. Il était en vigueur depuis le XVI<sup>e</sup> siècle.

<sup>12</sup> Une communauté quilombola est un regroupement de descendants d'esclaves dont les ancêtres ont fui les conditions de vie déplorables dont ils étaient victimes sous le régime esclavagiste. Ces fugitifs ont fondé des villages de population noire. On estime qu'il existe encore aujourd'hui plus de 5000 quilombos dispersés sur le territoire brésilien. Ces communautés abritent entre 1,5 et 2 millions de personnes. Les communautés quilombolas participent activement au secteur de l'économie solidaire au Brésil, notamment dans l'État du Rio Grande do Sul, en produisant du riz biologique. Delphine Melanson, « L'histoire des quilombos au Brésil », Site des Stagiaires d'Alternatives, Montréal, 20 décembre 2007. En ligne : <http://www.stages.alternatives.ca/blog/archives/date/2007/12>

<sup>13</sup> Marie Noëlle Paule Lechat, *op. cit.*, pp.1-2.

fulgurante de l'économie informelle<sup>14</sup>. À partir de cette période, de nombreux chercheurs, sociologues et économistes développent un mouvement social autour d'une nouvelle économie

– l'économie solidaire –, à la suite de reprises d'entreprises en faillite par leurs propres employés<sup>15</sup>. Les premières expériences d'ESB sont liées à l'Église catholique, et plus particulièrement à l'organisme Caritas Brasileira<sup>16</sup>, qui encourage les communautés populaires à bas revenus à se regrouper afin de créer des emplois et d'améliorer leurs conditions de vie. La naissance de l'ESB a été rendue possible grâce à l'union des mouvements sociaux et de militants engagés dans un processus de démocratisation et d'idéologies alternatives telle la théologie de la libération<sup>17</sup>. La conjonction de ces groupes a donc créé un noyau d'idées nouvelles, en même temps qu'elle a cherché à établir des liens de solidarité durables avec les groupes historiquement exclus et marginalisés<sup>18</sup>.

Les années 1990 sont quant à elles marquées par la volonté de construire des réseaux nationaux d'économie solidaire. Le Brésil se remet à peine de la crise économique durant laquelle le taux d'inflation a atteint 1800%, en 1989<sup>19</sup>. De plus, le système capitaliste

continue à montrer des signes de faiblesse : mises à pied massives au sein des corporations multinationales et début des politiques d'ajustement structurel afin de commencer à rembourser la dette extérieure. Rapidement, les universités décident de prendre part à ce mouvement en pleine effervescence en mettant en place un réseau de coopératives populaires par le biais du réseau ITCP<sup>20</sup> et en créant le groupe *Unitrabalho*<sup>21</sup>. C'est également durant la décennie 1990 que les premières politiques publiques d'ES sont mises sur pied, influencées par les demandes pressantes de milliers de travailleurs sans emploi à la recherche de nouvelles manières de s'organiser collectivement afin de générer emploi et revenu.

Dans la même veine, les années 2000 revivifient le développement de l'ESB. Le premier Forum Social Mondial (FSM), qui s'est tenu du 25 au 30 janvier 2001 à Porto Alegre<sup>22</sup>, est un endroit propice à la convergence des actions de résistance contre la mondialisation néolibérale. À l'intérieur de cet espace de discussion, la question des possibilités qu'offre l'économie solidaire a été approfondie. Dès sa première année d'existence, le FSM reçoit le mandat d'articuler les différents secteurs de l'ES au Brésil et ailleurs dans le monde, avec pour résultat l'établissement d'un ensemble de thèmes servant à orienter la lutte contre le capitalisme.

Suite à la victoire du Parti des Travailleurs à l'élection présidentielle de 2002, le Groupe

<sup>14</sup> Marcio Pochmann, « Economia solidária no Brasil: possibilidades e limites », *Mercado de trabalho*, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, 24 août 2004. En ligne : [http://www.ipea.gov.br/pub/bcmt/mt\\_24g.pdf](http://www.ipea.gov.br/pub/bcmt/mt_24g.pdf)

<sup>15</sup> Ces entreprises deviennent rapidement des entreprises autogérées régies par les principes de l'économie solidaire. Voir : Marie Noëlle Paule Lechat, *op. cit.*, p. 3.

<sup>16</sup> Fondée le 12 novembre 1956, Caritas Brasileira fait partie du réseau Caritas Internationalis, fondé par l'Église catholique romaine. Ses thèmes de prédilection sont l'exclusion sociale, la défense et la promotion des droits humains, le contrôle des politiques publiques, le renforcement du développement durable et solidaire et l'appui au réseau Caritas. « Quem somos », *Caritas Brasileira*, 2008, São Paulo, <http://www.teste.caritasbrasileira.org/quemsomos.php?pag=1>

<sup>17</sup> La théologie de la libération est un mouvement social apparu durant les années 1960 en Amérique latine. Elle prône la libération des peuples, l'élimination de la pauvreté et est liée à la doctrine marxiste. Michael Löwy, « Le marxisme de la Théologie de la Libération », *Revista Espaço Acadêmico*, An II, n° 17, octobre 2002. En ligne : <http://www.espacoacademico.com.br/017/17clowy.htm>

<sup>18</sup> Marcio Pochmann, 2004, *op. cit.*

<sup>19</sup> « Crise économique : l'économie mondiale au bord du gouffre », *Courant Communiste International*, 21 mars

2006., En ligne : <http://fr.internationalism.org/rinte64/crise.htm>.

<sup>20</sup> Incubatrices Technologiques de Coopératives Populaires.

<sup>21</sup> Unitrabalho est un réseau composé d'universités qui se réunissent pour discuter, étudier et développer des actions concrètes relatives au monde du travail, dans une optique de solidarité des classes sociales. F. P. Gomes *et al.*, Module 4, *op. cit.*, 2007. p. 20.

<sup>22</sup> « Memórias do Fórum Social 2001 », *Forum Social Mundial*, 2002. En ligne :

[http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id\\_menu=14\\_1&cd\\_language=1](http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id_menu=14_1&cd_language=1) ; (Voir aussi : Dorval Brunelle, « Le Forum social mondial : origine et participants », *Chroniques des Amériques*, n° 06-03. Observatoire des Amériques, Janvier 2006. Disponible [en ligne] : [www.ameriques.uqam.ca](http://www.ameriques.uqam.ca)

de travail Brésilien sur l'Économie Solidaire (GTBES)<sup>23</sup> décide d'articuler le secteur de l'ES en réseaux locaux, régionaux et nationaux. Le GTBES a pour objectif de revendiquer un espace réservé à l'ES au sein du gouvernement afin de la protéger contre la concurrence qui sévit dans le marché, et d'édifier un Forum Brésilien d'Économie Solidaire (FBES). En décembre 2002, le GTBES demande au gouvernement Lula d'instaurer une politique nationale d'appui à l'ES, et en 2003, le premier FBES est créé. Cet événement est souligné par la présence de 800 représentants provenant de 18 États brésiliens<sup>24</sup>.

### **Les politiques publiques liées à l'économie solidaire**

Considérant la situation d'extrême inégalité de richesse qui prévaut encore aujourd'hui au Brésil<sup>25</sup>, il est impératif de modifier la logique de fonctionnement de l'État afin de lui conférer une plus grande légitimité et d'instaurer un dialogue constructif avec les classes populaires, qui sont depuis trop longtemps ignorées par les classes dirigeantes. Les politiques publiques mises en place par le PT visent non seulement l'inclusion sociale mais également l'organisation économique des

communautés en noyaux durables et financièrement indépendants. Ces politiques promeuvent la juste distribution des richesses, la transformation des relations de travail et l'organisation économique et sociale du Brésil selon le principe de l'autogestion. De plus, elles ont pour mandat de soutenir la création d'emplois tout en respectant les principes inhérents à l'ES. Par ailleurs, les politiques publiques d'appui à l'ES se fondent sur un dialogue constant avec les acteurs de la société civile et répondent à des demandes précises de la part des différents groupes sociaux. Leur objectif principal est de mettre sur pied une organisation collective durable et économiquement viable, qui constituera une alternative au capitalisme. Au Brésil, la première politique municipale d'économie solidaire<sup>26</sup> fut promulguée en 1989 à Porto Alegre, alors que les premières politiques nationales ont été instaurées en 2003, après l'inauguration du Secrétariat national d'économie solidaire (SENAES). Le SENAES a pour mandat de coordonner les politiques publiques nationales d'économie solidaire par le biais du Programme Économie Solidaire et Développement<sup>27</sup>.

### **Ouvertures politiques liées à l'ES**

Parmi les gains les plus significatifs des politiques publiques liées à l'économie solidaire, il convient de mentionner la création de trois organismes gouvernementaux issus du Ministère du Travail qui oeuvrent conjointement avec le SENAES, et dont le mandat est de promouvoir l'ES aux niveaux local, régional et national. Premièrement, le Système

---

<sup>23</sup> Créé en 2001 lors du Forum Social Mondial, le GTBES a pour mandat d'articuler et de coordonner la participation nationale des réseaux internationaux d'économie solidaire. Il est composé de différentes organisations comprenant des syndicats, universités, églises, organisations rurales et urbaines. Le GTBES est constitué de 12 entités et réseaux qui agissent à l'intérieur de la société civile brésilienne. Informations tirées du site de l'*Associação Nacional de Trabalhadores e Empresas de Autogestão (ANTEAG)*. En ligne :

[http://www.anteag.org.br/index.php?option=com\\_content&task=blogcategory&id=17&Itemid=92](http://www.anteag.org.br/index.php?option=com_content&task=blogcategory&id=17&Itemid=92)

<sup>24</sup> Le mandat du FBES est d'articuler et de mobiliser les secteurs qui forment la base de l'économie solidaire au Brésil et de jouer le rôle d'intermédiaire auprès du gouvernement fédéral. Fabiana Pereira Gomes et Mauricio José Klein, « Políticas públicas de Economia Solidária », *Formação em Economia Solidária*, Projeto Casa Brasil, Brasília, 2007, p. 11–12.

<sup>25</sup> 5000 familles contrôlent 40% de la richesse au Brésil, 10% de la population la plus riche contrôle 75% de la richesse produite alors que 90% du peuple brésilien se partage 25% de ces richesses. De plus, le Brésil est considéré comme l'un des pays les plus inégalitaires au monde. F. P. Gomes et M. J. Klein, « Políticas públicas de Economia Solidária », *op. cit.* p. 8.

<sup>26</sup> Les politiques liées à l'économie solidaire s'échelonnent sur trois niveaux : municipal, étatique (provincial) et national (fédéral).

<sup>27</sup> Le SENAES coordonne les programmes et actions suivants : programme d'appui à la récupération d'entreprises par les travailleurs, l'appui à l'organisation et au renforcement de réseaux et de chaînes de production d'économie solidaire, la promotion du commerce équitable, le renforcement des finances solidaires, la promotion de foires d'économie solidaire, la création de centres publics d'économie solidaire et le Programme national de pépinières d'entreprises et de coopératives populaires. Dans F. P. Gomes et M. J. Klein, « Políticas públicas de Economia Solidária », *op. cit.* p. 15.



national d'informations sur l'économie solidaire (SIES) a pour but de recenser les entreprises d'ES et de recueillir des données quantitatives et qualitatives sur l'ES. Ensuite, la Conférence nationale d'économie solidaire<sup>28</sup> se veut un espace de discussion entre le gouvernement et la société civile par rapport aux orientations et aux défis de l'ES à venir. Finalement, le Conseil national d'économie solidaire (CNES) est un organe consultatif servant d'intermédiaire entre la société civile et le gouvernement<sup>29</sup>.

### **Les objectifs sociaux de l'économie solidaire au Brésil : un bilan positif**

L'ES se divise en plusieurs types d'organisations : associations, entreprises en faillite reprises par leurs employés, réseaux d'entreprises solidaires, clubs de troc, groupes culturels, banques communautaires et coopératives. Les coopératives peuvent être d'habitation, de travail, de crédit, de services ou d'achat. D'un point de vue général, les entreprises d'économie solidaire se répartissent comme suit : 54 % sont des associations, 33 % sont des groupes informels, 11 % sont des coopératives et 2 % sont constituées selon une autre forme d'organisation<sup>30</sup>. Les raisons qui motivent la création d'un groupe d'économie solidaire sont avant tout d'ordre économique. Ainsi, le principal motif évoqué pour constituer ou s'associer à une entreprise solidaire est l'alternative au chômage (45%), suivi par le complément de revenus (44 %), l'obtention de gains plus substantiels (41%), la possibilité de gérer collectivement l'entreprise (31 %) et l'accès au crédit (29 %). En 2005, 14 954 entreprises d'économie solidaire furent recensées à travers le Brésil. De ce nombre, 44 % sont situées dans le Nord-est, 13 % dans le Nord, 14 % dans le Sud-est, 17 % dans le Sud et 12 % dans le Centre-Ouest<sup>31</sup>.

Le Sud du Brésil, qui regroupe les États du Paraná, de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul, compte à lui seul pas moins de 2 592 entreprises solidaires, alors que le Nord-est en compte 6 549. Malgré le fait que le sud du pays ait développé une expertise inégalée en matière d'ES, de développement social et de démocratie participative, le gouvernement fédéral a investi beaucoup depuis 2003 dans la création et le renforcement d'entreprises solidaires dans le Nord-Est du pays, une région traditionnellement caractérisée par la pauvreté et par des écarts de revenus très marqués entre les classes sociales. Par conséquent, le Nord-Est a connu une forte expansion de ses entreprises solidaires et est rapidement devenu la région qui en compte le plus grand nombre. C'est d'ailleurs dans le Nord-Est qu'a été fondé le Banco Palmas, une banque communautaire qui a créé la première monnaie sociale du Brésil<sup>32</sup>. La monnaie sociale est un système complémentaire à l'ES. Elle est produite, distribuée et contrôlée par ses usagers. Sa valeur réside dans le travail effectué pour produire des biens et services donnés. Elle constitue un moyen d'échange auquel n'est assujéti aucun taux d'intérêt. Elle est exemptée des taxes et des impôts et ne peut être accumulée dans le but de gagner des intérêts<sup>33</sup>.

Étant donné que l'ES considère le travail humain comme une fin en soi et non comme un moyen d'augmenter ses avoirs, ce mode de production social s'oppose à l'exploitation humaine sous toutes ses formes et reconnaît l'être humain dans son intégrité. La justice sociale, la solidarité et la démocratie participative sont des valeurs fondamentales et les termes *patron* et *employé* sont remplacés par celui d'*associé*. Ainsi, l'ES combat l'exclusion sociale et la pauvreté par la création d'emplois et de

<sup>28</sup> Cette conférence a eu lieu en juin 2006.

<sup>29</sup> Site du Ministère du Travail du Brésil. En ligne : [http://www.mte.gov.br/ecosolidaria/cons\\_default.asp](http://www.mte.gov.br/ecosolidaria/cons_default.asp)

<sup>30</sup> F. P. Gomes *et al.* « Introdução à Economia Solidária », 2007, *op. cit.*, p. 15.

<sup>31</sup> Ces données proviennent du SIES et ont été comptabilisées en 2005. « Atlas da Economia Solidária no Brasil, Ministério

do Trabalho e Emprego », Système National d'Informations sur l'Économie Solidaire (SIES), Brasília 2005.,.

<sup>32</sup> Banco Palmas, *Associação dos moradores do Conjunto Palmeira*. En ligne : <http://www.bancopalmas.org/pt/projetos.html>

<sup>33</sup> F. P. Gomes *et al.* « Introdução à Economia Solidária », *op. cit.*, p. 16.

revenus stables. Elle contribue également à l'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives et au bien commun, en augmentant les revenus des associés, ce qui leur permet d'améliorer leur niveau de vie. De plus, l'ES promeut le développement local durable<sup>34</sup> et met l'emphase sur le respect, la préservation et la protection intégrale de l'environnement par la création d'entreprises durables. Le développement durable concilie le développement économique, la protection de l'environnement et l'éradication de la pauvreté dans le monde. Il harmonise la nécessité de croissance économique, la promotion de l'équité sociale et la préservation du patrimoine naturel<sup>35</sup>.

### **L'autre facette de la médaille : les limites de l'ES**

Soulignant un point moins positif, nous dirigerons maintenant notre attention vers le nombre encore peu significatif de femmes qui oeuvrent dans le secteur de l'ES. Selon les statistiques de l'INES en 2005, le taux national de participation est de 36 % de femmes comparé à 64 % d'hommes. Par rapport à la division du travail, même dans le secteur de l'ES, qui lutte contre le modèle d'organisation sociale patriarcal, les femmes sont très souvent reléguées au rang de simples productrices, alors que les hommes sont des gestionnaires. On peut donc encore difficilement parler d'égalité des sexes<sup>36</sup>.

Par rapport à la légalisation des entreprises solidaires, seulement 11 % des coopératives brésiliennes sont constituées selon les principes de l'ES. Une coopérative est une

entreprise formée et dirigée par un groupe de personnes qui ont des intérêts communs et qui poursuivent le même objectif. Les principes du coopérativisme sont la participation de tous les associés, l'autogestion et l'élimination des intermédiaires entre producteurs et consommateurs. Par contre, il existe de fausses coopératives (coopératives de façade) qui fonctionnent selon le modèle capitaliste et qui ne respectent pas les règles du coopérativisme. Ces entreprises frauduleuses prétendent être constituées selon les principes du coopérativisme alors qu'elles traitent leurs associés comme des employés<sup>37</sup>. Dans le même ordre d'idées, à cause des contraintes législatives, 33 % des entreprises solidaires sont informelles, ce qui nuit au recensement des entreprises d'économie solidaire, car l'existence de ces entreprises n'est pas reconnue. Ces entreprises informelles ne peuvent pas émettre de reçus officiels et sont donc privées d'une aide financière qui leur serait grandement utile<sup>38</sup>.

Qui plus est, il existe des obstacles en ce qui concerne la commercialisation des produits solidaires. Plusieurs foires itinérantes sont organisées dans la majorité des régions du Brésil, mais il existe encore peu de points de vente fixes<sup>39</sup>. Il est donc encore assez difficile de se procurer des produits solidaires lorsque l'on demeure loin des grands centres urbains, où ont lieu les foires. Un autre problème lié à la commercialisation est le niveau de sensibilisation aux avantages de consommer des produits solidaires. Il serait avantageux

<sup>34</sup> Selon le rapport Brundtland de 1987, le développement durable est « un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». « Développement durable », *Encyclopédie libre Wikipédia*, 2008. En ligne : [http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement\\_durable](http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_durable)

<sup>35</sup> Fabiana Pereira Gomes, Janete Schubert, Maurício Klein, Ana Cristina Moreira, Tiago Filgueiras Pimentel, Everton Rodrigues, « *Economia Solidária e Desenvolvimento Local e Sustentável* », Module 4, *Formação em Economia Solidária*, Proj. Casa Brasil, 2007, pp. 14–15..

<sup>36</sup> « Atlas de Economia Solidária, *op. cit.* p. 31.

<sup>37</sup> F. P. Gomes et *all.* « Introdução à Economia Solidária », *op. cit.*, pp. 20-21.

<sup>38</sup> Une difficulté dont on doit tenir compte est que les entreprises et organismes informels ne peuvent pas émettre de reçus officiels, ils peuvent donc difficilement contracter de services des instances publiques, ce qui limite leurs revenus et leur clientèle. Ces entreprises ne se légalisent pas pour différents motifs : coût trop élevé, bureaucratie excessive, manque de motivation et manque de sensibilisation quant aux avantages de la légalisation..

<sup>39</sup> Tel que mentionné précédemment dans ce texte, les seuls points de vente fixes se trouvent à Novo Hamburgo, à Porto Alegre, à Pelotas et , depuis mars 2008, à São Paulo. « Mundo Paralelo », *Consol Brasil*, 2008. En ligne : [www.consolbrasil.com.br](http://www.consolbrasil.com.br)

de mener une campagne de sensibilisation auprès des consommateurs de la classe moyenne par rapport à la différence entre le fait d'acheter un article du marché traditionnel et un produit solidaire, et aux bénéfices liés à un achat conscient et responsable<sup>40</sup>.

Par ailleurs, les différentes nomenclatures apposées à l'ES peuvent porter à confusion. Parle-t-on bien de la même chose lorsque l'on parle d'économie solidaire, d'économie populaire solidaire et de socio-économie solidaire ? Les nuances sont parfois presque imperceptibles entre ces sous-groupes. Enfin, il n'existe aucune certification garantissant la provenance du produit : le client doit faire confiance au produit qu'il achète. Il serait souhaitable d'avoir une certaine uniformité, autant dans les termes employés que dans les étiquettes à apposer sur les produits, de façon à standardiser la qualité et la production, et à gagner la confiance des consommateurs, car malgré les arguments en sa faveur que nous avons présentés au long de ce texte, l'ESB est encore très souvent perçue comme un secteur artisanal, marginal et désorganisé.

## Conclusion

De toute évidence, autant le Forum Social Mondial que les politiques publiques d'économie solidaire et les différents acteurs de la société civile ont contribué à faire de l'ES une pratique socio-économique viable, durable et profitable pour tous. Comme nous l'avons vu, le SENAES joue un rôle clé dans l'application des politiques publiques de développement de l'ES. L'ES privilégie les valeurs de justice sociale et abolit le système de hiérarchie inhérent au monde du travail : le patron et l'employé laissent place aux partenaires et aux associés, réunis sous le principe de l'autogestion et ayant le même

pouvoir décisionnel au sein de leur entreprise.

Il est clair que l'ES représente une avancée considérable aux niveaux politique, économique et social. Les limites qui entravent son bon fonctionnement seront dépassées si un effort de sensibilisation et de mobilisation est fait par le gouvernement fédéral et par les organismes de la société civile pour briser les stéréotypes et les préjugés qui ternissent l'image de l'ES. En accordant davantage d'attention aux défis posés, il sera possible de trouver davantage de débouchés commerciaux pour les produits solidaires et de redorer leur image. Étant donné que l'ES se veut un espace de résistance au modèle capitaliste et un lieu d'émancipation féminine, il est primordial d'encourager l'*empowerment* et la participation active des femmes dans tous ses secteurs, notamment dans les postes de direction. Il serait par ailleurs souhaitable que les Brésiliens gardent à l'esprit que lorsqu'ils consomment des produits solidaires, ils contribuent à améliorer les conditions de vie de leurs compatriotes moins fortunés. Puisque les valeurs de solidarité et de fraternité font partie intégrante de la société brésilienne, nous sommes d'avis que la construction d'une société plus juste, plus démocratique et plus humaine est en train de se produire et que l'économie solidaire est le moteur de cette transformation sociale, politique, culturelle et structurelle.

---

<sup>40</sup> Au Brésil, ce terme est employé pour décrire des achats qui respectent l'environnement tout en étant durables. Il s'agit d'une façon de penser que de plus en plus de gens adoptent. Source : « Quem somos », *Instituto Akatu*, 2007. En ligne : <http://www.akatu.org.br>



Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'Études sur l'intégration et la Mondialisation (CEIM).